

Par
SYLVAIN MOUILLARD

Vous les avez sûrement déjà croisés, dans la rue, au square, sur un chantier de construction ou au restaurant. Ils vivent et travaillent en France depuis plusieurs années, paient parfois des impôts, mais ils sont invisibles car en situation irrégulière. C'est à ces travailleurs sans papiers que la journaliste Andrea Rawlins-Gaston a voulu donner la parole, dans un documentaire d'une heure diffusé mardi soir sur France 2, et dont *Libération* est partenaire. «*Clandestins*», *d'autres vies que les vôtres* est un «film manifeste», explique sa réalisatrice: «*Mon objectif, avec Laurent Follea qui a fait la mise en images, était de rendre de la dignité à ces personnes, de les maquiller, les éclairer, les mettre dans un écrin pour que le téléspectateur se pose avec eux pendant une heure et écoute qui ils sont et quels sacrifices ils ont faits.*»

La force du film réside dans un aspect très simple: ses cinq protagonistes prennent la parole à visage découvert malgré leur statut d'«indésirables». Il y a Sidy le Sénégalais, 40 ans, dont sept passés en France. L'homme a étudié la philosophie à l'université de Dakar mais a dû interrompre son cursus, faute d'argent. Comme beaucoup de personnes en situation irrégulière, il a bossé dans le bâtiment et exerce désormais dans le secteur de la restauration. Des tâches pénibles. «*Si vous croisez un ouvrier avec un marteau-piqueur sur un chantier, soyez sûr que c'est un sans-papiers*, raconte-t-il. *Parce que c'est un travail d'esclave.*» Le corps qui tremble toute la journée et la douleur qui ne s'en va pas, même la nuit.

On croise aussi Rahman, joueur d'échecs reconnu au Bangladesh, des études supérieures en chimie et un bon poste dans une usine de sucre. Lui a dû quitter son pays après s'être mobilisé contre le parti au pouvoir. En France, sa demande d'asile a été refusée. Depuis, Rahman, 49 ans, vit dans la clandestinité et livre des sushis sur sa mobylette, trois cent soixante-cinq jours par an. Il y a également Fanny l'Ivoirienne, qui garde des enfants, Emma la Chinoise, manucure, et Armando l'Albanais, menuisier.

Rouages. Avant de trouver ses cinq «porte-parole», Andrea Rawlins-Gaston a dû rencontrer des dizaines de travailleurs sans papiers. Discuter plusieurs semaines, sans caméra, pour gagner leur confiance. Le résultat est tout à la fois politique et intime. Le film, bâti sans voix off et divisé en sept chapitres (de «Survivre» à «Maintenant»), témoigne de l'hypocrisie du système français. Selon les estimations, entre 200 000 et 500 000 personnes en situation irrégulière vivraient et travailleraient dans le pays. Sidy en explique les rouages: «*Le travail est parfois déclaré. J'emprunte les papiers de quelqu'un d'autre, qui a un titre de séjour en règle. Du ●●●*



Dans «*Clandestins*», on croise Fanny, baby-sitter ivoirienne, l'Albanais Armando, menuisier, Emma la Chinoise manucure, Rahman, joueur d'échecs

SANS-PAPIERS À VISAGES DÉCOUVERTS

Fanny, Emma, Sidy... Des «clandestins» souvent exploités ont décidé de raconter dans un documentaire leur quotidien précaire et parfois risqué. Une mise en lumière de l'hypocrisie du système français.

Régularisations: pas d'inversion de la courbe

Lors de ce quinquennat, la délivrance des titres de séjour s'est faite, comme sous la droite, au cas par cas et a varié selon les préfetures.

et 30 000 en moyenne par an sur les quatre premières années du mandat.

Les pratiques des préfetures ont-elles été harmonisées ?

«C'est l'aléa le plus total, à tel point que certaines préfetures sont plus recommandées que d'autres pour y déposer une demande de régularisation», déplore M^e Stéphane Maugendre. Un constat partagé par sa consœur Vanina Rochiccioli, présidente du Groupe d'information et de soutien des immigrés: «L'application de la circulaire demeure discrétionnaire et il nous est difficile de conseiller les personnes. Parfois, on pense avoir toutes les pièces nécessaires, et on essuie un refus.» Les hommes

DÉCRYPTAGE

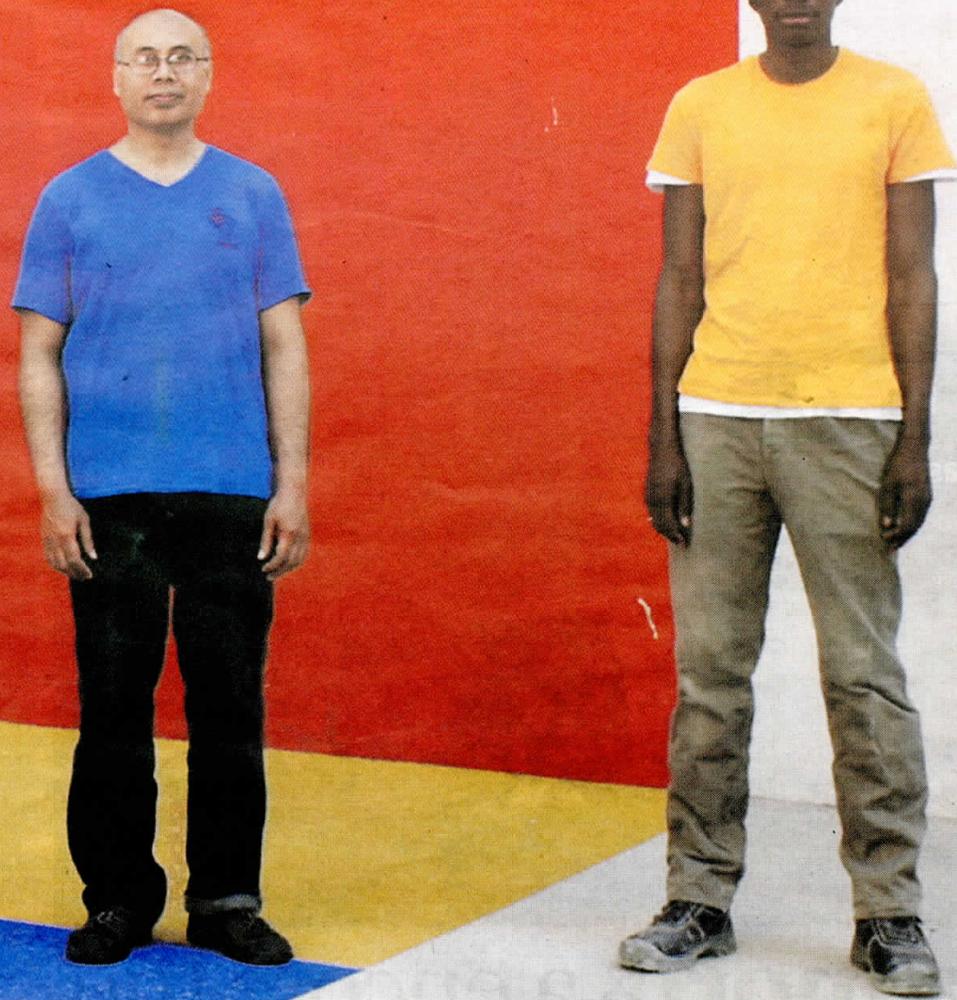
célibataires sont souvent les plus mal lotis, notamment

quand il leur faut fournir la preuve d'une résidence continue. Compliqué quand on est payé au noir ou hébergé à droite et à gauche. «Les préfetures exigent souvent un document par trimestre, raconte Mamba Touré, de la Coordination 93 de lutte pour les sans-papiers. Et certains sont considérés comme non-probants, comme les factures téléphoniques.» Mais la principale embûche reste la mauvaise volonté des employeurs, qui rechignent à fournir les papiers nécessaires à leur salarié, de peur de voir l'inspection du travail sanctionner des pratiques illégales ou par volonté de garder sous leur coupe une main-d'œuvre corvéable.

Comment améliorer la situation ?

Depuis plusieurs années, Marilyne Poulain, responsable «immigration» à la CGT Paris, a mené de nombreux combats pour les sans-papiers. Pour elle, «la législation doit évoluer», notamment la règle qui exige un Smic mensuel pour prétendre à une régularisation, «ce qui exclut une grande partie des femmes, souvent à temps partiel». Elle s'oppose aussi à la «taxe Ofii» – du nom de l'Office français de l'immigration et de l'intégration –, d'un montant de 55% du salaire brut, qui doit être versée par l'employeur à l'Etat. «Elle est volontairement dissuasive. Et souvent, le patron demande au salarié de la payer lui-même.»

S.M.



bangladais, et Sidy, Sénégalais qui a étudié la philosophie à Dakar. PHOTO CAPA PRESSE

●●● *coup, les fiches de paie ne sont pas à mon nom. Je cotise pour rien. Mais l'Urssaf [l'organisme chargé du recouvrement des cotisations sociales, ndlr] ferme les yeux parce que ça fait des rentrées d'argent.»* Tous constituent une aubaine pour des patrons peu scrupuleux: précaires et fragiles, ils doivent souvent enchaîner les heures de travail pour un salaire dérisoire, à l'image de Fanny, qui se souvient de ces trois années «d'exploitation» dans un restaurant, de 10 heures à 23 heures, pour 900 euros par mois. Et une seule consigne: «Je devais fermer ma bouche.»

«**Sirène.**» Le film ne s'attarde cependant pas sur ce volet «professionnel». Il remplit sa mission quand il permet aux cinq protagonistes de témoigner des implications concrètes de ces parcours de déracinés. «Je vis comme si j'avais commis un crime», dit Rahman, le livreur de sushis, qui a dû déménager

près de son travail pour limiter au maximum les risques de subir un contrôle de police. «Je sursaute quand j'entends une sirène, ajoute Sidy. Je me dis que c'est peut-être l'heure, que c'est moi qu'on vient chercher.»

Fanny et Emma lèvent aussi le voile sur la très grande vulnérabilité des femmes en situation irrégulière. La première se remémore ce commis de cuisine qui lui «montrait son sexe» et le silence qu'elle devait garder, faute de pouvoir appeler la police. Emma, elle, évoque, les larmes aux yeux, l'agression sexuelle dont elle a été victime dans le métro alors qu'elle rentrait chez elle tard le soir. «J'ai très longtemps gardé ce secret pour moi», souffle-t-elle. «Les sans-papiers sont des proies, confirme Andrea Rawlins-Gaston. Toutes les femmes que j'ai rencontrées au cours de mon enquête, sans exception, m'ont raconté les situations de harcèlement, ou pire, dont elles ont été victimes.»

Dans le chapitre «Mes Blessures», on mesure aussi les sacrifices que chacun a dû consentir en rejoignant la France. Rahman n'a pas vu sa femme et sa fille depuis cinq ans. «Sur Skype, on ne parle que des problèmes, dit-il. On a toujours les mêmes conversations. J'essaie de leur faire passer des messages d'espoir, mais elles ne me croient plus.» Sidy parle de sa fille qu'il a quittée

bébé, et qu'il ne connaît plus que par écrans interposés. Fanny regrette de n'avoir pu assister aux obsèques de sa sœur aînée, une «blessure» qui ne peut pas «cicatriser».

Alias. Si certains, comme Rahman, aimeraient rentrer dans leur pays, la plupart jugent avoir bâti leur vie en France. Armando, sacré meilleur apprenti menuisier de France (lire Li-

bération du 5 mars 2015), rêve d'être naturalisé après avoir obtenu un titre de séjour temporaire. Il le lâche comme une évidence: «Je participe à la vie de la société.» Emma, qui a enfin remboursé la mafia à laquelle elle avait dû emprunter 30 000 euros pour financer les visas pour elle et sa fille, a, elle aussi, obtenu dans la foulée des papiers pour un an. Elle veut rester dans ce pays «où les femmes sont considérées comme des êtres à part entière». Le message est identique chez Fanny: «J'ai adopté la France. Je suis allée me recueillir place de la République après les attentats de janvier 2015, puis devant le Bataclan en novembre. Je compatis à la tristesse et à la joie du pays.» A la fin du film, Sidy raconte le songe qu'il fait souvent la nuit: «Je rêve de me retrouver enfin en tant que Sidy. Pour le travail, je me suis fait appeler "Khalidou", "Gelaço", "Ismail". Vivre sous alias, ça n'est pas une vie. Je suis un homme qui cherche à vivre dans sa dignité.»

«Clandestins» sur Libé.fr

Ils représentent à peine 1% de la population française, ils travaillent et paient parfois des impôts. Pourtant, au mieux ils n'existent pas, au pire on veut les expulser. Ils, ce sont ces «sans-papiers», aussi souvent appelés, de manière réductrice, «migrants économiques». Exceptionnellement, cinq d'entre eux ont accepté de raconter leurs parcours dans un documentaire diffusé sur France 2 mardi soir dans la case Infrarouge, habituée des œuvres hors normes. Des témoignages à découvrir en avant-première et en exclusivité lundi sur Libération.fr de 9 heures à 21 heures.

«Clandestins», d'autres vies que les vôtres, un film d'Andrea Rawlins-Gaston et Laurent Follea.